



CANADIAN
PHARMACISTS
ASSOCIATION

ASSOCIATION DES
PHARMACIENS
DU CANADA

1785, prom. Alta Vista Drive, Ottawa, ON K1G 3Y6
Tel: 1-800-917-9489 or/ou (613) 523-7877; Fax: (613) 523-0445

PRÉSENTATION AU COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ ÉTUDE SUR LES MÉDICAMENTS SUR ORDONNANCES 29 OCTOBRE 2003

Merci, madame la présidente. Je représente l'Association des pharmaciens du Canada (APhC). Nous sommes l'association de fait nationale représentant tous les pharmaciens peu importe le lieu où ils pratiquent. Nous ne représentons ni les pharmacies à succursales multiples ni l'industrie pharmaceutique.

L'essence même des médicaments est compliquée. Le concept du produit chimique présent dans une petite pilule qui peut vous tuer, vous sauver la vie ou réveiller un pénis en panne est difficile à comprendre pour la plupart des gens. Même leur nom est incompréhensible pour bon nombre d'entre eux. Le développement, la réglementation, la distribution et l'utilisation des médicaments sont des phénomènes complexes. Les connaissances sur les médicaments sont immenses. À l'APhC, nous publions des renseignements sur les médicaments et il y en a beaucoup. La recherche continue à montrer les problèmes liés à l'utilisation des médicaments. Les résultats découlant des campagnes menées contre les médicaments non désirés démontrent qu'il y a du gaspillage; la révision de l'utilisation indique le respect du traitement. D'autres études révèlent un sous-traitement, c'est-à-dire que des patients qui pourraient tirer avantage de certains médicaments ne les reçoivent jamais. La liste des études démontrant que les patients ne prennent pas leurs médicaments selon les prescriptions ou qu'ils arrêtent de les prendre avant terme continue à s'allonger. On assiste toujours au retrait de certains médicaments du marché en raison d'effets secondaires non reconnus auparavant.

On peut dire tout simplement que nous savons beaucoup de choses sur les médicaments, mais il existe un fossé considérable lorsqu'il s'agit d'appliquer ce que nous savons aux soins des patients. Un certain nombre de rapports indépendants – le *Lowy Inquiry* en Ontario, le *Forum national sur la santé*, et plus récemment la *Commission sur l'avenir des soins de santé au Canada* – ont tous reconnu le besoin urgent de mieux utiliser les pharmaciens comme solution principale pour améliorer la qualité de l'utilisation des médicaments et obtenir une meilleure valeur pour l'argent que nous dépensons en produits pharmaceutiques.

Par conséquent, je demande avec instance aux gouvernements de :

- Utiliser les pharmaciens pour surveiller et ajuster le traitement des patients qui suivent un traitement à long terme
- Utiliser les pharmaciens pour réduire les pertes créées par une mauvaise prescription non nécessaire
- Utiliser les pharmaciens pour apprendre aux patients à bien utiliser leurs médicaments
- Utiliser les pharmaciens pour déceler, traiter ou guider les patients dont le bien-être est en danger en raison d'un sous-traitement médicamenteux
- Utiliser les pharmaciens pour déceler et rapporter les évènements liés aux effets secondaires et aux erreurs de médicaments
- Utiliser les pharmaciens pour examiner, évaluer et gérer de façon éclairée les patients en soins à domicile ayant des problèmes liés à des médicaments

La liste est longue. Cependant, en tant que professionnel de la santé qui se trouve vraiment en première ligne, le pharmacien doit jouer un rôle plus vaste dans le domaine des soins de santé.

Donnons le pouvoir nécessaire aux pharmaciens en tant que vrais fournisseurs de soins primaires; pour un grand nombre de patients, ils représentent déjà le premier point de contact au sein du système de soins de santé.

Payons les pharmaciens pour traiter les conditions simples, comme les allergies saisonnières, afin d'alléger le fardeau des médecins de famille.

Utilisons les pharmaciens pour déceler les problèmes comme le diabète, le taux élevé de cholestérol et l'hypertension, plus tôt, et référer les patients aux médecins.

Utilisons les pharmaciens comme sentinelles pour déceler les problèmes de santé publique.

Utilisons les pharmaciens comme messagers pour vaincre les peurs du grand public.

Pourquoi les gouvernements devraient-ils utiliser les pharmaciens de cette façon?

Tout d'abord, ils sont accessibles. Nous avons plus de 7 500 pharmacies communautaires et environ 800 dans les hôpitaux. Les horaires d'ouverture des pharmacies sont pratiques. On estime à 8 millions les visites quotidiennes dans les pharmacies communautaires au Canada.

Deuxièmement, les pharmaciens ont cinq années d'études universitaires, principalement axées sur la connaissance et l'utilisation des médicaments; la plus grande partie de cet apprentissage permet aux pharmaciens d'appliquer leurs connaissances directement aux soins des patients. Les pharmaciens doivent également suivre les exigences les plus strictes pour tenir à jour leurs compétences professionnelles après l'obtention de leur permis d'exercice.

Troisièmement, tous les sondages d'opinion effectués auprès des consommateurs montrent la confiance que le public a envers les pharmaciens, et le récent travail important d'un groupe de discussion indique que les patients considèrent les pharmaciens comme étant fiables, bien informés et surtout disponibles au moment opportun pour leur offrir une consultation personnelle.

Pour rendre possibles ces changements, les gouvernements doivent réviser les mesures législatives et appuyer le développement de nouveaux modèles de pratique de la pharmacie comme partie intégrante de la réforme des soins de santé primaires. Les pharmaciens doivent se préparer à travailler différemment et à développer de nouvelles relations en tant que membres de l'équipe de soins de santé primaires.

Comme je l'ai mentionné au début de mon discours, le développement, la réglementation, la distribution et le paiement des médicaments sont des phénomènes complexes. En tant qu'association, nous sommes très intéressés et actifs en ce qui concerne les aspects plus vastes des politiques touchant la pharmacie.

Par conséquent, en terme de politique générale, que devraient faire les gouvernements?

- Ils devraient concentrer leurs efforts sur une utilisation de qualité et l'obtention d'une meilleure valeur pour l'argent dépensé et non pas sur le contrôle brut des coûts
- Ils devraient mettre en œuvre les Accords sur la santé
- Ils devraient appuyer l'étude des médicaments courants comme première étape vers les normes d'accès et vraisemblablement une liste de médicaments nationale
- Ils devraient établir un centre de gestion nationale des médicaments pour développer et diffuser les meilleures pratiques de prescription et d'utilisation des médicaments
- Ils devraient s'opposer aux demandes de publicité directe aux consommateurs
- Ils ne devraient pas instituer de plans centralisés d'achat en gros à l'échelle nationale
- Ils devraient éviter de confier l'approbation d'un médicament et le contrôle de son prix au même organisme

- Ils devraient financer des programmes de gestion de médicaments en soins primaires
- Ils devraient inclure les médicaments et les services des pharmaciens dans le regroupement des services de base pour soins à domicile

En ce qui concerne les problèmes plus particuliers :

- Ils devraient réserver l'utilisation médicale de la marijuana aux patients inscrits dans des essais structurés
- Ils devraient travailler en collaboration avec les États-Unis pour mettre en œuvre les lois actuelles afin de mettre fin aux échanges frontaliers de drogues et à leur effet négatif possible sur la vie des Canadiens ayant accès à ces drogues
- Ils devraient apprendre de l'expérience du *NIHB* en ce qui concerne la méthadone, comme pire exemple de décision d'un gouvernement qui a choisi de prendre le plus faible dénominateur commun et d'en faire une politique nationale de santé

Je vous remercie de votre attention.

Jeff Poston, PhD, MRPharmS.
Directeur général